

# Comment les pauvres vivent avec 2 dollars par jour ?

## Synthèse du dernier ouvrage

de C. Daryl, J. Morduch, S. Rutherford, & O. Ruthven

BIM n° - 10 novembre 2009  
Isabelle GUERIN

*Le BIM d'aujourd'hui nous est proposé par Isabelle Guérin, chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement, France) et coordinatrice d'un projet de recherche sur le lien entre microfinance rurale et emploi. Il présente et commente l'ouvrage Porfolios of the Poor. How the World's Poor Live on \$2 a Day de C. Daryl, J. Morduch, S. Rutherford, et O. Ruthven paru en 2009.*

*Ecrit de manière limpide, cet ouvrage décrit de manière détaillée et convaincante la manière dont, au quotidien, les pauvres gèrent ce que les auteurs considèrent comme le « triple whammy » : revenus faibles, flux de trésorerie irréguliers, instruments financiers peu adaptés et peu fiables. L'ouvrage a également une dimension résolument politique et normative : il considère que la microfinance peut aider les pauvres à améliorer leur gestion du budget, et donc leur vie quotidienne.*

L'ouvrage se distingue en premier lieu par la méthode utilisée (les « financial diaries »). Cette méthodologie, déjà testée par l'un des auteurs, Stuart Rutherford, consiste à rendre visite à des familles de manière très régulière et sur une période continue (ici, toutes les deux semaines pendant un an). L'objectif principal consiste à documenter les flux de trésorerie, à la fois dépenses et les revenus. La régularité et la qualité des relations établies avec les ménages apparaissent indispensables, d'une part pour obtenir des informations fiables et cohérentes, d'autre part pour appréhender la diversité, la complexité et l'intensité de l'intermédiation financière des ménages. Des enquêtes ont été menées à la fois en zones urbaines et rurales, dans trois pays : le Bangladesh, l'Inde et l'Afrique du Sud. Malgré la diversité des contextes étudiés, l'analyse met en évidence de fortes similitudes concernant la manière dont les pauvres perçoivent et utilisent la finance, et l'un des principaux objectifs de l'ouvrage est de décrire les similitudes observées.

Un autre intérêt de l'ouvrage consiste à remettre en cause un certain nombre de préjugés. Certaines idées avancées par les auteurs ne sont pas entièrement nouvelles (et reprennent notamment nombre de résultats mis en évidence par l'anthropologie économique). Mais le livre a l'immense mérite d'être écrit dans un langage simple et accessible, et les arguments sont étayés par des données chiffrées (ce qui est moins le cas des approches inspirées de l'anthropologie

économique ; en revanche la dimension sociale des pratiques financières, chère à l'anthropologie économique, n'est guère abordée).

Un premier préjugé concerne l'absence d'éducation financière des pauvres du fait de leur illettrisme. L'analyse méticuleuse de la manière dont les pauvres gèrent leurs flux de trésorerie met en évidence des compétences et des savoir-faire extrêmement complexes et sophistiqués : les pauvres planifient, calculent, anticipent et épargnent. Les stratégies et les motivations sont parfois surprenantes, mais elles ont leur propre logique. Que ce soit pour la gestion quotidienne du budget, pour faire face à des situations d'urgence ou pour accumuler des grosses sommes, les ménages pauvres utilisent et combinent une grande diversité d'outils financiers et en inventent régulièrement de nouveaux. Pauvreté ne signifie pas faible intermédiation financière, loin s'en faut. Les montants empruntés, remboursés, prêtés, récupérés, déposés et retirés, ainsi que la fréquence des transactions sont impressionnants. Avoir du mal à joindre les deux bouts n'empêche pas les pauvres d'épargner, d'accumuler et de « saisir des opportunités ». Le principe majeur réside dans la transformation de petites sommes en de grosses sommes, soit par l'épargne soit par l'emprunt. La distinction entre les deux est d'ailleurs assez floue, ce que mettait déjà en évidence l'ouvrage de Stuart Rutherford (2001).

L'ouvrage propose une analyse stimulante des taux d'intérêt. Les enquêtes de terrain montrent que la finance informelle est loin d'être synonyme d'usure. Dans les trois pays étudiés, parenté et amis sont la source la plus commune de liquidité. Or le coût est généralement gratuit et fondé sur le principe de réciprocité. Dans certains cas cependant, y compris celui de la microfinance, il est constaté que les pauvres sont prêts à payer des taux qui paraissent extrêmement élevés. Dans un chapitre spécifiquement consacré au prix de l'argent, les auteurs proposent plusieurs facteurs d'explications. Non seulement le prix n'est qu'une composante de la transaction, mais il a une signification particulière : il est souvent considéré davantage comme un coût fixe que comme un taux. La courte durée des prêts, le montant relativement modeste du principal, l'absence d'intérêt composé, la flexibilité des arrangements et la possibilité de rééchelonner le remboursement sont autant d'éléments qui entrent en jeu dans cette conception particulière du prix de l'argent.

Les auteurs ne se bornent pas à décrire en détail comment les gens comprennent, perçoivent et utilisent la finance : ils s'interrogent aussi sur la manière d'aider les pauvres à mieux gérer leurs budgets. Dans le prolongement d'un chapitre sur les évolutions de la Grameen Bank et la manière dont elle a réussi à élaborer des services de meilleure qualité (Grameen II), le chapitre de conclusion est un plaidoyer pour faire de la microfinance le « premier service universel fiable ».

Selon les auteurs, les sources informelles de financement ont de nombreux atouts mais aussi de nombreuses faiblesses. L'informel est généralement pratique, facile et simple d'accès, et dans de nombreux cas il est gratuit (comme indiqué plus haut). Lorsqu'il y a un coût financier, les modalités restent souples et les prix peuvent être négociés. Mais la gratuité n'est toutefois pas systématique, et elle est parfois d'ordre social et psychologique (intimidation, honte, obligation de réciprocité). Par ailleurs la finance informelle est souvent peu fiable, aléatoire, non transparente et limitée au court terme. En d'autres termes, les auteurs considèrent que les ménages pauvres utilisent la finance informelle *faute de choix*. Les implications politiques sont claires : offrir des services financiers de bonne qualité aux pauvres doit leur permettre d'améliorer leur vie quotidienne, et les auteurs plaident pour la mise en place d'un « service universel de la microfinance ». Celui-ci devrait combiner les principes de base suivants :

- ▷ Fiabilité : délivrer des services dans des délais, pour un montant et un prix *annoncés* ;

- ▷ Commodité : permettre aux clients d'emprunter, rembourser, épargner, retirer les dépôts de manière fréquente, dans un lieu proche du domicile ou de l'espace professionnel, tout en respectant l'anonymat des clients ;
- ▷ « Structure » : l'un des principaux enseignements de la finance informelle, c'est que les pauvres souhaitent épargner mais ont du mal et sont à la recherche de mécanismes d'autodiscipline (dont l'exemple le plus connu est la tontine). Les services financiers doivent donc prévoir un principe de régularité favorisant cette « autodiscipline », par exemple ce que propose la Grameen Bank avec certains plans d'épargne ;
- ▷ La flexibilité : il est nécessaire que les transactions puissent être compatibles avec l'irrégularité des flux de trésorerie auxquels nombre de pauvres sont confrontés, par exemple la possibilité de rembourser des prêts par anticipation, des calendriers de remboursement souples, et les prêts d'urgence. Les auteurs suggèrent que la flexibilité concerne également l'usage des prêts : les clients, disent-ils, devraient être autorisés à utiliser leur prêt à leur guise. L'idée principale ici est que les pauvres ont besoin de prêts pour tous types d'utilisations, non seulement pour les micro-entreprises. Cet argument traverse l'ensemble de l'ouvrage et est évoqué à maintes reprises. Dans la mesure où la microfinance continue d'être perçue comme un outil visant à promouvoir l'auto-emploi et les activités génératrices de revenus, cette idée est probablement la plus provocante. Deux types d'arguments sont avancés. Le premier consiste à dire que c'est déjà une réalité : dans de nombreux cas, les pauvres « détournent » la microfinance et l'utilisent pour les dépenses liées à la santé, l'éducation, le remboursement des dettes, etc. Mais les auteurs considèrent aussi (et c'est le second argument) qu'il y a là une opportunité extraordinaire pour ouvrir « le plus grand marché au monde pour les pauvres ».

Comme indiqué plus haut, ce livre offre une analyse détaillée et convaincante de la manière dont les pauvres gèrent leur argent. En revanche, les propositions opérationnelles (et politiques) nous semblent beaucoup plus discutables, pour deux raisons :

- ▷ La première concerne la supériorité systématique de la microfinance par rapport à la finance informelle. Les auteurs reconnaissent à plusieurs reprises que la microfinance a encore de nombreux efforts à faire, tout en restant convaincus que la microfinance doit pouvoir facilement se conformer aux idéaux annoncés (les principes de base du service universel évoqué plus haut). Contrairement à la finance informelle, affirment-ils, la microfinance est capable de fiabilité et de transparence, sans aucun coût social ou psychologique. Il est également avancé que, moyennant quelques efforts en matière d'innovation, la microfinance pourrait faire aussi bien que la finance informelle en termes de flexibilité, et pourrait faire beaucoup mieux en termes de services à long terme. La dimension « professionnelle » et « contractuelle » de la microfinance est ce qui devrait lui permettre de concurrencer efficacement la finance informelle. Mais l'ouvrage ne donne guère de détails. L'opposition faite entre la microfinance (considéré comme semi-formel) et la finance informelle semble un peu simpliste. Nombre d'institutions de microfinance sont transparentes, mais beaucoup ne le sont pas (avec des distinctions complexes entre taux d'intérêt, services, parts sociales, etc. que les clients maîtrisent mal et au final un coût total qui est parfois très opaque). La finance informelle n'a ni le monopole ni l'exclusivité de la pression sociale, l'intimidation et le harcèlement. Un certain nombre d'études ont bien montré les coûts sociaux du prêt collectif (et les auteurs d'ailleurs l'évoquent) mais dans certains cas le prêt individuel est aussi soumis à des mécanismes de pression sociale. Face aux

contraintes de productivité, les agents de microcrédit sont parfois tentés d'appliquer des méthodes de recouvrement guère compatibles avec le respect des emprunteurs. Et réciproquement, certaines formes de financement informel sont transparentes, fiables et de nature contractuelle. Ce n'est peut-être pas le cas dans les trois pays étudiés, mais il aurait été utile de relativiser les conclusions de l'étude. En ce qui concerne la supériorité de la microfinance pour les produits de long terme, la supériorité des institutions de microfinance reste à prouver. Plutôt que d'opposer informel, semi-formel (microfinance) et finance formelle, ne devrait-on pas admettre qu'il existe un continuum d'arrangements financiers, et les comparer sur la base de leurs caractéristiques, et non sur leur statut ? Ne faut-il pas plaider pour la complémentarité, repérer les niches sur lesquelles l'informel n'est ni efficace ni juste et penser ainsi le rôle et le potentiel de la microfinance ? Enfin les auteurs évoquent peu la dimension sociale de l'informel : de nombreux travaux ont pourtant montré que les pratiques financières informelles, au-delà de leur fonction purement économique, avaient également pour fonction de maintenir, reproduire ou actualiser des relations sociales, et qu'il était donc vain de prétendre abolir l'informel.

- ▷ Le livre est aussi un vibrant plaidoyer pour le microcrédit à la consommation. Convaincre les praticiens de la microfinance, et leurs bailleurs de fonds, que le microcrédit est souvent détourné d'usages « productifs » est tout à fait louable. Prétendre que les pauvres ont besoin d'emprunter pour les besoins sociaux est également parfaitement légitime. Mais ne faut-il pas simultanément tenir compte des risques du crédit à la consommation et mener une réflexion et un débat de fond sur ce que cela signifie en termes de politique et de choix de société ? Et ne faut-il pas en repenser les conditions, notamment en termes de coût ? S'il n'y a pas d'augmentation des revenus et aucun mécanisme de redistribution, la dette entraîne nécessairement la paupérisation. C'est un effet mécanique très simple, à moins qu'elle soit exempte de frais, mais ce n'est pas le cas de la microfinance. Les risques sont d'autant plus prononcés dans la mesure où le désir de consommer est très probablement croissant parmi les pauvres. Lorsque le marché du travail fournit peu ou pas d'opportunités de mobilité sociale, la consommation est souvent la seule alternative, y compris chez les plus pauvres qui ne sont pas épargnés par les tentations d'une consommation globalisée. Le surendettement touche des millions de foyers nord-américains et européens depuis quelques décennies et ces chiffres augmentent chaque jour. Jusqu'à maintenant, il semble que les pauvres des pays du Sud ont été épargnés par ce type de problème. Il ne fait nul que personne ne peut les empêcher de consommer. Mais ont-ils réellement besoin d'y être encouragés ?

## Références

Collins Daryl, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford, Orlanda Ruthven *Portfolios of the Poor. How the World's Poor Live on \$2 a Day* (2009), Princeton: Princeton University Press.

Rutherford, S. (2001) *The Poor and their Money*, Oxford: Oxford University Press.